

PROGRAMME ASIE

L'EURASIE EN QUESTION

ENTRETIEN AVEC DAVID CUMIN

MAÎTRE DE CONFÉRENCES (HDR), UNIVERSITÉ JEAN MOULIN LYON 3,
AUTEUR DE *GÉOPOLITIQUE DE L'EURASIE, AVANT ET DEPUIS 1991*
(L'HARMATTAN, 2020)

Réalisé par Emmanuel LINCOT

CHERCHEUR ASSOCIÉ À L'IRIS,
PROFESSEUR À L'INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS ET SINOLOGUE

JUILLET 2020

ASIA FOCUS #144

EMMANUEL LINCOT : Dès votre introduction, vous insistez sur le fait que Vladimir Poutine mène essentiellement une politique « eurasienne ». Est-ce l'aveu d'une faiblesse, la part d'un renoncement à des prétentions hégémoniques plus universelles ou un simple écran de fumée idéologique que semblerait confirmer l'implication grandissante de la Russie dans d'autres régions du monde et notamment en Afrique ?

DAVID CUMIN : Ni faiblesse ni écran de fumée. Le grand dessein de Poutine est l'Union eurasienne, soit la reconstitution d'une forme d'unité politique de l'espace eurasiatique, ou « étranger proche », correspondant en gros à l'ancienne URSS (avant 1991) et à l'ancien Empire russe (avant 1917). L'objectif est donc eurasiatique. L'adversaire est l'Occident qui a avancé vers l'Est, qui a intégré non seulement les pays d'Europe centrale et orientale (les ex-« pays de l'Est ») dans l'Alliance atlantique et dans l'Union européenne, mais aussi les pays baltes - autrefois Républiques socialistes soviétiques - et qui attire l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, elles aussi ex-RSS. Vue de Moscou, la désagrégation de l'unité de l'Eurasie relancerait les tendances centrifuges en Fédération de Russie. Au contraire, la préservation ou la restauration de l'unité panrusse de l'Eurasie consoliderait la Fédération et affermirait la puissance de la Russie dans le monde. Si l'objectif est eurasiatique, étayé par les structures postsoviétiques de la CEI, de l'OTSC (sa branche militaire) et de l'UEEA (sa branche économique), le moyen est eurasiatique, étayé par l'OCS. Pour faire pièce à l'Occident, la Russie noue partenariat avec la Chine populaire, l'Inde et l'Iran, voire la Turquie d'Erdogan. Elle soutient le régime syrien. Elle reprend pied en Afrique, au nord comme au sud du Sahara, y compris l'Afrique sahélo-saharienne francophone. Elle s'immisce au Venezuela. À chaque fois, de la Syrie au Sahel, l'ennemi est le même : c'est le jihadisme sunnite, qui est aussi, après tout, l'ennemi de l'Occident.

D'autre part, que la Russie déploie une politique eurasiatique et même mondiale n'est en rien nouveau. L'URSS était une superpuissance, à la tête d'un bloc (le bloc soviétique), d'un camp (le camp socialiste) et d'un mouvement (le mouvement communiste international), et elle menait une politique planétaire. On a oublié cela, comme on a oublié - voulu oublier

- le communisme. On a oublié qu'en 1945, l'armée soviétique était à Berlin, et que, pendant 45 ans, elle se trouvait, en RDA, à 300 km de Strasbourg. Dernier oubli : en 1814, l'armée russe était à Paris ! Pourquoi cette amnésie ? Parce qu'on s'est habitué, dans les années 1990, celles de l'après-Guerre froide, du triomphe de la mondialisation libérale et de l'illusion de la « fin de l'histoire », à la décadence de la Russie. Celle-ci traversait un nouveau « temps des troubles », cependant qu'elle suivait l'Occident. Après la dissolution de l'Union soviétique, largement due à l'échec de la *perestroïka* et de la *glasnost* gorbatchéviennes, la Russie, comme les quatorze autres États postsoviétiques, a accentué la marche vers la démocratie et le capitalisme. Elle l'a fait dans un contexte chaotique, car l'éclatement de la fédération soviétique était aussi l'éclatement de l'unité économique constituée par l'URSS, dont le système de transports et de communications était, vu la géographie, russocentré. La transition économique et politique fut marquée, dans toute l'Eurasie, par la déliquescence des appareils d'État, la corruption, l'appauvrissement. Or, dans le même temps, la Russie eltsinienne, non seulement coopérait avec l'Occident, mais elle se mettait à l'école du libéralisme, en une sorte de néo-pétrinisme. L'expérience fut désastreuse, en tout cas traumatisante. Le libéralisme à l'occidentale, incarné par la figure détestée de l'oligarque, en fut lourdement compromis. La Russie elle-même était proche de l'éclatement, comme le signalaient le sécessionnisme tchéchène, les remous tatars, bachkirs, nenets, yakoutes, les tendances centrifuges dans les Provinces maritimes russes (en Extrême-Orient). *On avait un État menaçant ruine.*

C'est Poutine, « l'homme fort » du Kremlin depuis 2000, qui a mis fin à la fois au « temps des troubles » et à l'idée du libéralisme comme paradigme alternatif au communisme. *De manière illibérale*, l'autorité de l'État a été restaurée, l'unité de la Fédération, affermie, le secteur énergétique, renationalisé à 50 % +1, l'armée, restructurée, la puissance russe, rétablie, avec pour volonté que la Russie soit la gardienne de la paix et de la sécurité dans l'ex-URSS. Trois groupes régionaux de forces projetables sont censés pouvoir intervenir dans trois directions stratégiques : vers l'ouest (des pays baltes à la Moldavie en passant par la Biélorussie et l'Ukraine), le sud (Transcaucasie), le sud-est (Asie centrale). On

remarque qu'il n'est pas question de projection du côté de l'Extrême-Orient, la Mongolie étant État tampon et la RPC, partenaire stratégique. La grande réforme territoriale, pour renforcer le pouvoir fédéral, a été d'instituer, par-dessus les 85 sujets de la Fédération, neuf districts fédéraux, dont les présidents sont nommés par le Président de la Fédération (Centre, Sud, Nord-Ouest, Volga, Nord Caucase, Oural, Sibérie, Extrême-Orient, plus la Crimée depuis 2014).

EMMANUEL LINCOT : La Russie et les États-Unis ont manifestement manqué un rendez-vous historique à la suite de l'effondrement de l'URSS en 1991. Comment expliquez-vous cette défiance de part et d'autre et qui a largement profité aux intérêts chinois ?

DAVID CUMIN : Le rendez-vous historique a eu lieu. Mais il n'a duré qu'une dizaine d'années : il a commencé en 1988 sous Gorbatchev ; il s'est probablement terminé en 1998 sous Eltsine ; les retrouvailles de 2001, 2002, 2003 sous Poutine ont été éphémères. 1) Rappelons le rendez-vous et 2) expliquons pourquoi il a échoué, avant de passer 3) aux conséquences côté chinois.

1) Sous Eltsine, la Russie, affaiblie, suivait l'Occident, ainsi au CSNU, cependant que, cooptée (dès Gorbatchev) au G7¹, devenu le G8, elle avait intégré le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, adhéré au Conseil de l'Europe (soit un partenariat paneuropéen), conclu un accord avec l'Union européenne (UE), participé à la création de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), du Partenariat pour la paix (PPP), du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA) et du Comité européen des régions (COR) (soit un partenariat panoccidental), poursuivi le désarmement NBC (traités FNI, START, CAC) comme classique (traités *Open Sky*, FCE), envisagé la création d'un système de défenses antimissiles devant couvrir l'hémisphère

¹ États-Unis, Canada, Grande-Bretagne, France, RFA, Italie, Japon.

nord contre les *Rogue States*. Soulignons l'énorme désarmement nucléaire et conventionnel consécutif à la « victoire froide » de l'Occident et à la « défaite froide » de l'URSS : en nucléaire, on est passé de 69 000 armes en 1986, année du Sommet de Reykjavik, à 11 000 de nos jours (de 45 000 pour l'URSS et 23 000 pour les États-Unis à 5 000 pour la Russie et les États-Unis, le dernier START en 2010 prévoit 1 550 chacun). Les puissances occidentales avaient favorisé Moscou lors de la succession militaire de l'ex-URSS : la Russie hérita en exclusivité de l'arsenal nucléaire soviétique et des forces militaires stationnées à l'étranger ; les États postsoviétiques, où se trouvaient des missiles nucléaires - en l'occurrence l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan - durent les démonter et/ou les transférer en Russie ; tous les États postsoviétiques durent adhérer au TNP en qualité d'États non nucléaires, sauf la Russie, continuant l'URSS en droit international, donc demeurant État nucléaire *de jure*. Les États-Unis, l'Allemagne et le Japon finançaient le désarmement nucléaire russe. Plus largement, la fin du communisme d'État en Europe de l'Est et la disparition de l'URSS levaient l'obstacle idéologique à une association paneuropéenne de Brest à Vladivostok, voire à une association panoccidentale de Vancouver à Vladivostok. L'ancien arc de tension créé par le *rideau de fer* au centre de l'Europe avait disparu. Il n'y avait plus de divergence des régimes politiques, mais convergence. Il n'y avait plus deux alliances militaires, avec des millions de soldats et des milliers d'armes nucléaires face à face, mais désarmement et démilitarisation.

2) La dynamique du rapprochement eurorusse et russo-occidental a été brisée par la double crise kosovare et irakienne en 1998, Moscou appuyant la Serbie, face au sécessionnisme albanais soutenu par les Occidentaux, ainsi que la levée des sanctions sur l'Irak baasiste, face aux Anglo-Américains. En mars 1999, la Russie s'opposait - diplomatiquement - à l'intervention de l'OTAN au Kosovo puis en mars 2003, à l'intervention des États-Unis et de la Grande-Bretagne en Irak - sans envoyer de troupes. En 2001, Poutine avait assuré Bush de son soutien après les attaques du 11 septembre ; à l'automne-hiver 2002-2003, la France et l'Allemagne s'étaient rangées aux côtés de la

Russie face aux Anglo-Américains dans l'affaire irakienne. Mais l'entente américano-russe contre le « terrorisme islamique » ou l'axe Paris-Berlin-Moscou contre « l'unilatéralisme américain » (la prétention de recourir à la force armée dans les relations internationales sans l'autorisation du CSNU) n'ont été que conjoncturels. De 1997 à 2007, l'OTAN et l'UE intégraient les PECO. Un net clivage est apparu, paralysant le CSNU, supprimant le G8 (la Russie en a été suspendue), empêchant toute « gouvernance globale » : celui des puissances atlantiques et des puissances eurasiatiques. La crise puis la guerre civile syrienne l'ont confirmé, les uns soutenant les (des) insurgés, les autres, le gouvernement de Damas. Même contre *Daech*, il n'y eut pas de coalition russo-occidentale. Il y eut néanmoins entente pour le désarmement chimique de la Syrie, du moins intimé au Gouvernement, *via* le CSNU, d'adhérer à la CAC, en 2013 ; position confirmée en 2018. Sur les ADM et leur interdiction ou leur non-prolifération, persiste un consensus entre puissances atlantiques et puissances eurasiatiques. Pour autant, l'isthme entre la mer Baltique et la mer Noire, jusqu'à la mer Blanche d'une part, la Méditerranée orientale d'autre part, est devenu le nouvel arc de tension entre les puissances occidentales et la Russie. Le bras de fer se déroule également dans le domaine des missiles et des défenses antimissiles, l'aéronautique, l'espace extra-atmosphérique, le cyberspace, la gouvernance du *Web* et le contrôle des données (la datasphère).

La coopération eurorusse et russo-occidentale des années 1990 a donc fait place au conflit depuis les années 2000. Sous le couvercle de la dissuasion nucléaire, le conflit se manifeste par des mesures d'embargo ou de boycott, la gesticulation militaire, les incidents navals et aériens (la violation d'espaces de souveraineté), les cyberattaques, les stratégies d'influence (les « guerres de l'information »), l'espionnage, les actions par pays ou partis interposés, le soutien d'alliés, les crises diplomatiques (rappels d'ambassadeurs ou fermetures de consulats), la suspension ou le retrait de traités de désarmement (*Open Sky*, FCE, FNI), la reprise de la course aux armements (y compris dans l'EEA) et la compétition en matière d'armements. Une dimension idéologique l'accompagne. Au-delà de « l'étranger proche », le Kremlin obéit aux « cinq principes » indo-sino-russes, sans

référence aux droits de l'homme ni à la démocratie. Il est question à Moscou d'une « démocratie souveraine », caractérisée par la « verticale du pouvoir », opposée à « l'impérialisme libéral » de l'Occident. Ainsi, l'Europe *lato sensu* est de nouveau divisée en deux modèles constitutionnels, l'un, « illibéral », promu par Moscou, l'autre, « libéral », promu par Bruxelles (double capitale de l'OTAN et de l'UE). Le clivage idéologique est à la fois moins aigu (moins grave que l'opposition libéralisme/communisme), déplacé vers l'Est (non plus au centre de l'Europe), cependant qu'il traverse les pays européens (à l'époque du conflit Est-Ouest, le clivage libéralisme/communisme aussi traversait les pays ouest européens). La « droite populiste » et la « gauche alternative » en Europe, rejettent le libéralisme et Bruxelles. Moscou exploite opportunément ce rejet.

3) On est habitué - depuis la Réforme protestante et, plus avant, le schisme de 1054 - à la division et à l'absence de solidarité de ce que l'on n'ose plus appeler le « monde blanc » ou le « monde chrétien ». Il est certain que la RPC en bénéficie. De 1949 à 1979, la Chine communiste a évolué de la subordination à l'URSS à la rivalité pour le *leadership* au sein du « système communiste mondial » (1956-1971) puis à la rupture avec Moscou, accusé de « révisionnisme », c'est-à-dire d'accommodement avec « l'impérialisme ». L'année 1979 fut décisive puisqu'elle vit le tournant de la RPC vers la réforme économique, c'est-à-dire la semi-ouverture géographique et sectorielle aux investissements étrangers (taïwanais, japonais, américains, européens), sans changement politique (le PC reste le parti unique), soit une « néo-NEP » qui est devenue une « super-NEP », du fait de sa durée et de son ampleur. On remarque la poursuite de la matrice léniniste en Chine : à son décès en 1924, Lénine avait laissé deux héritages, celui du « communisme de guerre » (Trotski), celui de la « Nouvelle politique économique » (Boukharine), Staline passant de l'un à l'autre en 1929. Si Mao Zedong est un Staline qui a échoué à industrialiser son pays par la collectivisation forcée et la planification impérative, Deng Xiaoping est un Khrouchtchev qui a réussi à réformer dans le sens de la priorité au développement économique, à la stabilisation politique interne et à la détente internationale. Allant au-delà même du khrouchtchévisme, il a repris le modèle de la NEP et l'a appliqué à une échelle spatiale et

temporelle sans précédent, le tout, sans démaoïsation explicite – averti qu’il était des remous causés par la déstalinisation en URSS après 1953. S’ouvrant au capitalisme et s’orientant vers l’extraversion économique (investissements des firmes étrangères, réexportation des filiales chinoises vers les marchés taiwanais, japonais, américains, européens), la RPC a en même temps noué une quasi-alliance avec les États-Unis et le Japon contre l’URSS, dont « l’hégémonisme » était dénoncé. En juin 1989, Gorbatchev, lançant lui aussi la réforme, avait réconcilié l’URSS et la RPC en acceptant les réclamations chinoises : retrait d’Afghanistan, évacuation de la Mongolie extérieure transformée en Etat tampon, retrait vietnamien du Cambodge, réduction massive des forces militaires soviétiques en Extrême-Orient. Mais l’URSS et le bloc soviétique furent emportés de l’automne 1989 à l’automne 1991. Avec Cuba, la Corée du Nord et le Vietnam, la Chine se retrouva bientôt parmi les seuls États communistes du globe. En Asie du Nord-Est, le différend sur les Kouriles persistait entre Moscou et Tokyo. Mais la Russie suivait l’Occident. La crise du printemps 1989 (les fameux incidents télédiffusés de la place Tiananmen) et le maintien au pouvoir du PC en Chine continentale recréèrent une tension entre Pékin et l’Occident. L’embargo sur les ventes d’armes à destination de la RPC fut décrété, *mais pas le gel des investissements en Chine ni le boycott des produits chinois*. C’est ainsi que, même relativement isolée au plan diplomatique, la RPC, dont la monnaie est indexée sur le dollar Hong Kong depuis 1983, poursuit le développement de son capitalisme d’État. Elle entra à l’OMC en 2001. Elle devint l’atelier du monde, contribuant à la désindustrialisation des anciennes puissances industrielles, Japon et Allemagne exceptés. Elle n’est plus isolée : la Russie, face au *roll back* occidental, s’appuie sur la Chine, qu’elle approvisionne en minerais, hydrocarbures et armements. Question frontalière réglée, toutes deux partagent les mêmes positions en politique internationale et en droit international : les « cinq principes » dans le monde (le souverainisme comme standard) ; la coopération, ou le condominium, en Asie centrale ex-soviétique ; la recherche de l’hégémonie régionale, en Eurasie pour l’une, en Extrême-Orient pour l’autre, face au déploiement transatlantique et transpacifique américain ; la percée en Afrique noire, économique et massive dans le cas chinois, militaire et modérée dans le cas russe. À

l'image de la « Grande Europe », le « Nord » est donc divisé : il n'y a pas de solidarité de Vancouver à Vladivostok, malgré les organisations euratlantiques (OSCE, PPP, CPEA, COR), redevenues atones. La Chine en profite.

EMMANUEL LINCOT : Le spécialiste de la Russie qu'était Georges Sokoloff et que vous mentionnez à plusieurs reprises parlait de « grande puissance pauvre » pour désigner la Russie. Comme vous le rappelez, la Russie repose essentiellement sur une économie de rente. Est-ce à dire qu'elle a très tôt refusé le jeu du libre-échange et de la mondialisation pour ne privilégier en définitive qu'un développement avec son espace le plus périphérique, celui de la Chine notamment ?

DAVID CUMIN : Empire russe, URSS, Fédération de Russie : trois États différents sur le plan identitaire, mais toujours une « grande puissance pauvre ». L'expression de Sokoloff est très judicieuse. Ajoutons que cette grande puissance se confond avec un État-continent largement autarcique. Lorsqu'elle participe au commerce mondial, c'est pour vendre des matières premières et des hydrocarbures, ou bien des armements et des technologies stratégiques, ce qui casse le monopole occidental. La rente minière est dans tous les cas fondamentale, soit une dépendance à l'égard du cours des produits de base, ce dernier déterminé à la fois par le niveau de la demande et l'état de la concurrence du côté de l'offre.

Pour autant, il y a une différence de nature entre l'Empire russe et la Fédération de Russie (ou les autres États postsoviétiques) d'une part, l'URSS d'autre part. L'URSS avait une économie socialiste, militaro-centrée, caractérisée par la collectivisation des moyens de production, la planification impérative et la fermeture, sauf avec les pays du bloc, économiquement intégrés dans le CAEM (militairement dans l'OPDV, même si celle-ci n'était que la superstructure multilatérale du réseau des alliances bilatérales soviéto-est-européennes et inter-est-européennes). Dans les années 1970, l'URSS avait profité des chocs pétroliers pour accroître ses recettes en devises, lui permettant d'importer des

biens de consommation civile, notamment alimentaires ; elle avait commencé aussi à s'endetter, surtout auprès de la RFA, à l'instar de la RDA et d'autres du pays du bloc, suite à l'*Ostpolitik* de Bonn. Le contre-choc pétrolier en 1985 fut un coup très dur, d'autant que l'Amérique reaganienne avait relancé la course aux armements et que l'économie soviétique était entrée en crise systémique. L'équipe Gorbatchev entreprit à la fois de désarmer et de réformer l'économie ; cela entraîna la nécessité de réformer les institutions politiques. Les choses se précipitèrent jusqu'à amener l'URSS au changement de régime, privatisation économique et démocratisation politique : il fut question d'une nouvelle Fédération, l'URS devant remplacer l'URSS.

Mais le projet échoua, principalement à cause de la sécession de la Russie présidée par Eltsine. Celui-ci poursuivit la transition vers la démocratie et le capitalisme. On sait le contexte économique. Depuis 2000, la Russie est redevenue un État autoritaire, sous Poutine. Son parti « Russie unie » gagne à chaque échéance les élections, si bien que l'alternance (et l'alternative) politique(s) n'existent plus *de facto*, quand bien même le texte constitutionnel montre une démocratie fédérale. Le secteur énergétique a été renationalisé à 50 % +1. L'État domine l'économie et la considère comme un levier de puissance, en interne comme à l'international – se heurtant cependant ici au fait que le commerce n'est pas un jeu à somme nulle (il n'y a pas gagnant/perdant entre fournisseurs et clients, tout au plus une dissymétrie des gains ou des pertes dues à la dissymétrie de l'interdépendance). Pour autant, il n'y a plus la dictature du parti unique comme en RPC. L'économie a une structure capitaliste, fût-ce un capitalisme d'État. La Russie participe à la mondialisation marchande, en vendant des matières premières (outre des armes) à l'Europe comme à la Chine. Elle ne libelle plus son export pétrogazier en dollar depuis 2008 (comme l'Iran), soit un coup sensible porté aux États-Unis. Mais elle n'oppose pas à l'Amérique ou à l'Occident un autre modèle socioéconomique, comme le faisaient l'URSS et la RPC avant 1979. Terminons sur Sokoloff : la Fédération de Russie représente 2 % du PIB mondial, les États-Unis, la RPC, l'UE, 12-15 % chacun...

EMMANUEL LINCOT : Vous rappelez que « résident hors de Russie plus de quinze millions de Russes » (p. 40). Moscou sera-t-il tenté d'organiser des opérations de protection ou d'exfiltration de ses ressortissants à l'étranger ?

DAVID CUMIN : La Constitution de la Fédération de Russie énonce qu'il y a une citoyenneté fédérale russe (art.6) ; que la défense de la patrie est le devoir de tout citoyen (art.59-1) et que tout citoyen est tenu au service militaire (art.59-2), sauf objection de conscience (art.59-3) ; que la Fédération garantit à ses citoyens la protection *hors de ses frontières* (art.61) ; qu'un citoyen de la Fédération peut avoir la citoyenneté d'un État étranger, mais que la possession par un citoyen de la Fédération de la citoyenneté d'un État étranger ne restreint pas ses droits et ne l'exonère pas de ses obligations de citoyen de la Fédération (art.62-2). Or, résident hors de Russie plus que quinze millions de Russes (25 millions en 1991). La Fédération a donc le devoir de protéger les Russes hors de Russie ou, à défaut, de les rapatrier, et ceux-ci ont le devoir de lui garder allégeance. L'article 61 fonde ainsi la « politique des compatriotes ». Celle-ci est un levier, sinon pour la reconquête militaire, du moins pour l'influence politique, au service de la confirmation ou la restauration de la suprématie russe dans l'espace ex-soviétique.

Le risque est de susciter, de la part des autorités ou des populations locales, l'hostilité envers les minorités russes, dont une première conséquence serait la dénaturalisation des individus (au cas où ils auraient la citoyenneté locale) ou le refus de leur naturalisation (au cas où ils n'auraient pas la citoyenneté locale) et l'ultime, leur expulsion. À cela Moscou réagirait, et du côté des minorités russes résidant le long ou à proximité des frontières de la Russie (ainsi à l'est de l'Estonie, en Ukraine orientale, au nord du Kazakhstan), il y aurait la menace, ou l'opportunité, de la sécession-rattachement. Il y a des citoyens russes (*Rossiskii*) qui ne sont pas des « Russes ethniques » (*Rousskii*). À l'inverse, les « Russes ethniques » résidant à l'étranger ou les citoyens ex-soviétiques qui ont choisi la citoyenneté russe sont des citoyens de la Fédération de Russie. Pour eux, Moscou réclame la double citoyenneté, locale *et* russe, soit une double allégeance, outre le maintien du russe comme langue officielle ou langue d'enseignement ou langue enseignée. La double

allégeance est la preuve même de la politique eurasienne de la Russie, car pour être non contradictoire, la double allégeance suppose que les États postsoviétiques concernés *suivent* Moscou.

EMMANUEL LINCOT : Que ce soit pour l'ex-URSS ou la Chine communiste, le processus est comparable : on passe d'un groupuscule organisationnel (le Parti communiste) au statut de superpuissance. Toutes les révolutions russes, écrivez-vous, étant fondamentalement « eurasiennes ». Pensez-vous que la Chine, en tant qu'avatar de l'expérience soviétique, puisse connaître la même trajectoire historique, une « récédive » en somme comme le mentionnait l'historien et sinologue Lucien Bianco ?

DAVID CUMIN : Avant de répondre, rappelons une différence sensible entre l'URSS et la RPC : l'Eurasie est pluriethnique, même avec un noyau prépondérant russe ; la Chine est han, sauf les provinces occidentales, Tibet, Sinkiang, Mongolie intérieure, qui font cependant l'objet depuis longtemps d'une forte sinisation.

Le parti bolchevik russe a pris le pouvoir en Eurasie dans le contexte de la Première Guerre mondiale, à la suite de l'effondrement du régime tsariste (première Révolution, en mars 1917) et à la faveur d'un coup d'État (deuxième Révolution, en novembre). Puis, le nouveau Gouvernement, dirigé par le parti communiste (nom adopté par les bolcheviks en mars 1918), a réalisé son programme révolutionnaire, à coup de décrets, appuyés par des violences massives. Il a créé la IIIe Internationale, l'Internationale communiste (le *Komintern*), en janvier 1919. Il a gagné la guerre civile, contre les armées blanches, les milices vertes, divers mouvements indépendantistes et quelques expéditions alliées (françaises, britanniques, américaines, japonaises). Il l'a gagnée grâce à la division de ses adversaires, à l'entente avec Kemal au Sud Caucase, à l'offensive de l'Armée rouge (janvier 1919) concomitamment au retrait de l'armée allemande (décembre 1918) et à la terreur rouge. Mais la solution militaire (Trotski) n'eût pas suffi : il fallait une solution politique

pour rallier le gros des populations, russes et non russes, ainsi qu'une solution économique, pour reconstruire le continent eurasiatique, ravagé par la guerre civile. La solution politique fut le fédéralisme territorial (Staline) et la solution économique fut la NEP (Boukharine), soit la conservation de la propriété privée (familiale) de la terre, redistribuée aux paysans, la réintroduction de la propriété privée dans l'artisanat, le commerce et la petite industrie, le maintien du secteur public dans la grande industrie et le commerce extérieur. Au cœur de la NEP (1921-1928), il y avait l'attente des investissements étrangers (occidentaux) pour développer l'économie ; il n'y aurait ainsi pas de forte bourgeoisie russe susceptible de concurrencer le Parti, dont le monolithisme était réaffirmé. Mais les capitaux étrangers vinrent peu ; c'est la grande différence entre l'expérience matricielle soviétique et l'expérience ultérieure chinoise (depuis 1979). *La NEP a été inventée en URSS ; elle a été développée, pérennisée et réussie en Chine.* Quant au fédéralisme territorial, il a consisté en l'agrégation à la Russie (la RSFSR, fondée en janvier 1918) d'autres RSS, pour constituer l'Union des républiques socialistes soviétiques (décembre 1922). Chaque peuple non russe avait sa République fédérée (RSS) ou sa république autonome (RSSA) ou sa région autonome (RA) ou son district autonome (DA), le tout, dans une Fédération dirigée par un Parti lui aussi fédéral, le PCUS, parti unique. Telle fut, jusqu'en 1991, la structure politique de l'Eurasie, maintenue même après la rupture avec la NEP et le passage à la collectivisation agricole forcée et à l'industrialisation planifiée, même après la Seconde Guerre mondiale, qui vit une considérable expansion soviétique, aussi bien en Europe qu'en Asie.

Dans le cas chinois, rien de tel – si ce n'est les mêmes violences inouïes. L'Empire chinois avait disparu en 1911, remplacé par une République en proie aux impérialismes étrangers. Le Parti communiste (PC) chinois, créé en 1921 avec l'aide du *Komintern*, s'est allié avec le Parti national (*Guomindang*) en 1923. Puis il est entré en guerre civile en 1927. Il l'a finalement gagnée en 1949 grâce à l'aide de l'URSS, absolument indispensable. Ce n'était pas seulement la question du régime chinois qui se posait, dans le contexte de l'ingérence soviétique et de l'invasion japonaise, mais aussi celle du territoire chinois,

pour l'essentiel « l'écharpe septentrionale », du Tibet à la Mandchourie en passant par le Sinkiang et la Mongolie. La République populaire de Chine (RPC), immédiatement reconnue par l'URSS et les autres pays communistes, fut proclamée en octobre 1949 ; mais la maîtrise de l'immense territoire chinois, notamment les provinces occidentales peu sinisées, ne fut achevée qu'en 1954 ; l'île de Formose, où se réfugièrent Tchang Kai-chek et les nationalistes, ne fut jamais conquise. Y perdure un autre régime, qui est un défi à la RPC : si la Chine est une, elle continue d'avoir deux gouvernements, l'un à Pékin, l'autre à Taipei, celui de Pékin ayant obtenu reconnaissance internationale (par la Grande-Bretagne en 1950, la France en 1964, les États-Unis en 1971, l'année de l'obtention du siège permanent au CSNU). Après 1949, le PC chinois a réalisé son programme révolutionnaire, y compris la fermeture du pays et son exclusif rattachement au camp socialiste. La RPC a participé à la guerre de Corée, en soutien au régime de Pyongyang et avec le soutien de l'URSS. Mao a tenté l'industrialisation militaro-centrée de la Chine puis son industrialisation lourde, s'intéressant très tôt à l'arme nucléaire. Mais il a échoué. Son pouvoir n'a jamais été autocratique comme celui de Staline entre 1935 et 1953. La direction est demeurée collégiale, avec une nette divergence entre les tenants du stalinisme (les partisans de Mao) et les tenants du khrouchtchévisme (les partisans de Liu Shaoqi, plus tard de Deng Xiaoping). Soit une instabilité au sommet du Parti-État, perceptible de la « campagne des Cent Fleurs » (1957) à la rupture Lin Biao / Mao Zedong (1970) en passant par la « Grande révolution culturelle prolétarienne » (1966-1969). Hostile au « révisionnisme » à l'intérieur, Mao l'était aussi à l'extérieur, visant Khrouchtchev puis Brejnev, accusé de pactiser avec l'Amérique et d'abandonner la voie révolutionnaire. La querelle sur la guerre comme instrument du socialisme à l'ère nucléaire cristallisa la divergence sino-soviétique, Moscou s'acheminant vers la révision du concept clausewitzien au sein du léninisme, Pékin refusant cette révision. L'ambition de Mao était de codiriger le camp socialiste avec le Kremlin. De la connivence, il passa à la concurrence dans le système communiste mondial et dans le tiers-mondisme radical. L'URSS garda l'avantage, très nettement. La RPC, prise entre le « révisionnisme » soviétique et « l'impérialisme » américain, se trouvait largement isolée. Elle le resta même

après la spectaculaire visite de Nixon en 1971. En vérité, vu le lobby taiwanais à Washington, puis la paralysie politique américaine consécutive à la crise du Watergate et la paralysie politique chinoise consécutive à la succession de Mao après son décès, l'établissement de relations diplomatiques complètes entre les États-Unis et la RPC mit toute la décennie 1970 à se réaliser. Remportant la bataille pour la succession, on sait que Deng Xiaoping réussit la réforme économique après 1979 et que le régime surmonta la crise de 1989, n'hésitant pas, contrairement à Gorbatchev, à user de coercition. La RPC est devenue la deuxième puissance économique mondiale sans changement politique : la population chinoise, sortant de la pauvreté, se déplaçant vers les villes et vers les côtes, accédant même à une prospérité à l'occidentale, n'a toujours pas connu d'élection libre. Mais s'il n'y a pas (encore) de société civile politique, il y a déjà une société civile économique - une bourgeoisie chinoise.

EMMANUEL LINCOT : Vous décrivez l'« altermondialisme » comme une métamorphose du communisme. Pour autant, le communisme continue aussi à se nourrir des différentes aspirations nationalistes (Vietnam, Cuba, Chine, Corée du Nord, Algérie) en s'appuyant sur les structures d'un État au pouvoir fort. Y voyez-vous une contradiction ou deux facettes nées d'un même phénomène ?

DAVID CUMIN : L'altermondialisme est une conjonction transnationale de néo-marxisme et d'écologisme. C'est là un paradoxe puisque le marxisme, en héritier de Hegel, des Lumières et de Descartes, croit au progrès, à la maîtrise de la nature et à l'industrialisation – mieux, il les promeut, au service de l'élévation du niveau de vie des masses. Le paradoxe est surmonté par la collusion anticapitaliste, le capitalisme étant accusé d'exploiter l'homme comme il exploite la nature, d'aliéner l'un et de dévaster l'autre. C'est oublier que le socialisme fut, et demeure, tout aussi productiviste et consumériste que le capitalisme, et que les pollutions furent massives en URSS et en Europe de l'Est, comme elles le sont en RPC. L'écologisme pense trouver un allié. Il est un levier, un moyen et un prétexte pour l'ultragauche : le rouge de la passion anticapitaliste internationale se cache derrière le

vert du réenracinement et de la relocalisation. Une telle instrumentalisation existait, et continue d'exister, vis-à-vis du nationalisme.

Le communisme de mouvement comme le communisme d'État, à Moscou, Belgrade, Pékin, Hanoï, La Havane ou ailleurs, ont toujours instrumentalisé et su instrumentaliser le nationalisme, nationalisme de libération par hypothèse, depuis le nationalisme antiallemand ou antijaponais durant la guerre mondiale jusqu'aux nationalismes anti-européen, antisioniste ou antiaméricain durant et après la décolonisation. L'un des grands enjeux du conflit Est-Ouest porta précisément sur le devenir du tiers-monde : maintien dans le camp capitaliste à la faveur des mécanismes de l'aide ou basculement dans le camp socialiste à la faveur de l'alliance entre nationalisme révolutionnaire et communisme. La condition de cette alliance était que le nationalisme restât laïc. Le grand échec du communisme et de l'URSS se déroula du côté de l'islam : les États-Unis parvinrent à utiliser l'islamisme sunnite (pas chiite étant donné la tournure des événements en Iran en 1979) contre les régimes ou les partis socialistes, dès 1965 en Indonésie puis, surtout, après 1979 en Afghanistan.

Vu du communisme, le nationalisme est et fut donc un outil. Mais il arrive que le moyen devienne principal puis s'érige en finalité. Il est certain que dans les pays qui gardent un régime communiste, le nationalisme sert de fondement de légitimation ; probablement même, c'est parce qu'ils ont su incarner le nationalisme que ces régimes ont subsisté. L'actuelle RPC est nationaliste ; elle vise l'hégémonie en Extrême-Orient, une place de n°1 dans le monde ; sa Constitution reste marxiste-léniniste ; sa culture profonde n'est pas universaliste. C'est la raison pour laquelle la Chine n'imprimera probablement pas le monde de son empreinte – pour son hégémonie culturelle planétaire, l'Amérique n'a pas besoin d'Instituts Confucius !

EMMANUEL LINCOT : Vous écrivez : « il est frappant de constater à quel point le camp socialiste s'identifiait à la continentalité, facilitant la fermeture politique, par

opposition à la « maritimité », facilitant l'ouverture » (p. 131). La Chine d'aujourd'hui ne serait-elle pas une exception confirmant cette règle ?

DAVID CUMIN : Le bloc soviétique était continental, la coalition occidentale était maritime. L'Empire chinois alliait continentalité et maritimité, quoique régionales, sans dimension universelle. L'avancée économique et technique de l'ancienne Chine est connue ; ce ne sont pourtant pas des Chinois qui ont découvert les Amériques et sillonné les océans, ni qui ont lancé la révolution industrielle. La République chinoise a été déchirée entre nationalistes et communistes, Soviétiques et Japonais ; elle a espéré en l'aide des Américains, dont les entreprises et les missions protestantes étaient fascinées par le marché chinois ; Tchang Kai-Chek et Roosevelt puis Truman furent réciproquement déçus. Jusqu'en 1979, la RPC était fermée, continentale.

Le tournant vers la « néo-NEP » puis la « super-NEP » l'a transformée en pays semi-ouvert et libre-échangiste. Ce libre-échangisme de la part d'un régime communiste est une profonde originalité, le communisme fut-il internationaliste. La RPC participe massivement, structurellement, au *développement par l'export*, qui est le modèle économique-international depuis le GATT et l'OMC. Modèle impulsé par les États-Unis en 1948... Et remis en cause par l'administration Trump depuis 2017. Tel est l'incroyable paradoxe d'aujourd'hui : le secrétaire général du PCC promeut le libre-échange, le président des États-Unis le pourfend ! La RPC est devenue nation exportatrice et maritime, première pour la construction navale, la pêche, les ports géants, la marine marchande, deuxième pour la marine de guerre. La population se déplace vers les agglomérations et vers les littoraux. Bref, la Chine acquiert une identité maritime, ce qui n'est pas le cas de la Russie.

La Chine conserve cependant une considérable dimension continentale. Ce n'est pas elle qui domine les océans et les détroits ou canaux internationaux, d'Ormuz à Malacca, ce sont les États-Unis ; l'arc insulaire et péninsulaire extrême-oriental, du Japon à Singapour, demeure lié militairement à ces mêmes États-Unis, qui barrent ainsi l'hégémonie

régionale chinoise. Pour contourner le pouvoir maritime américain, ou nippo-américain dans le Pacifique Ouest, la RPC s'appuie sur la Russie et l'Asie centrale ex-soviétique, qui lui fournissent matières premières et hydrocarbures par voie terrestre (routes, rails, tubes, câbles, lignes).

EMMANUEL LINCOT : L'influence de l'eurasiste et slavophile Alexandre Douguine auprès du Kremlin est-elle, selon vous, importante dans son refus de l'occidentalisation, et du libéralisme ?

DAVID CUMIN : La politique étrangère du Kremlin étant eurasiennne dans ses buts et eurasiatique dans ses moyens. Elle s'appuie, au moins par hypothèse, sur l'eurasisme, qui sert de fondement idéologique. L'eurasisme est une *idée géopolitique*. Elle procède du refus de l'occidentalisation de la Russie, donc de la critique du pétrinisme (Pierre le Grand) et de tout néo-pétrinisme (de Gorbatchev à Eltsine). Elle renvoie à l'identité eurasiennne de la Russie et à l'unité panrusse de l'Eurasie, ainsi qu'à l'opposition à l'Occident et à l'alliance avec l'Orient. *L'eurasisme est le nationalisme propre à la Russie et à l'Eurasie* : le nationalisme russe ne saurait être « ethnique », de même que la Russie ne saurait être un État-nation, vu l'immensité du territoire et la diversité de la population malgré le noyau russe (80 % des habitants). La Russie est impériale ou fédérale ; elle réunit l'espace eurasiennne, immense, divers, mais aussi singulier par rapport à l'Europe maritime, au Proche-Orient et à l'Asie des moussons ; elle concilie à la fois la prépondérance russe, la symbiose turco-slave (vu la variété des peuples turciques qui y vivent), la coexistence des religions (qu'il importe de sauvegarder contre la modernité athée), l'autonomie des différents peuples locaux ; elle permet un regroupement régional conforme à l'évolution multipolaire du monde. Après Danilevski, Léontieff, Soloviev au XIXe siècle, la figure de proue contemporaine est Alexandre Douguine. Il est influencé par la « Révolution conservatrice allemande » (Carl Schmitt) et par la *Geopolitik* (Karl Haushofer) ainsi que par le « traditionalisme intégral » (René Guénon, Julius Evola). C'est dire si les auteurs européens comptent ; mais ce sont tous des antilibéraux ou même des

antimodernes. Douguine a créé, après un épisode « national-bolchevik » (la référence est Ernst Niekisch), le « Mouvement eurasiste international ». L'eurasisme est enseigné dans les écoles et diffusé par les médias en Russie. Il serait très influent dans les milieux des services de renseignement et de l'armée russes. C'est possible. Mais l'important est de savoir s'il inspire la politique étrangère du Kremlin, notamment l'opposition au libéralisme. La réponse paraît affirmative : il fournit les munitions idéologiques. Quant à l'URSS, à la fois État-continent eurasiatique et Parti-Etat universaliste, elle est louée pour son unité politique de l'Eurasie, rejetée pour son marxisme et son universalisme hérités de l'Occident moderne.

EMMANUEL LINCOT : « Fédérant l'Eurasie ? La Russie est à même de participer au quadrangle continental eurasiatique, avec l'Iran, l'Inde et la Chine, face aux puissances maritimes occidentales » écrivez-vous (p. 161). Sachant toutefois que la part des échanges mondiaux par la voie maritime est croissante, ne peut-on pas considérer que la politique de la Russie est en ce sens anachronique ?

DAVID CUMIN : « L'Eurasie » correspond en gros à l'ex-URSS, l'espace compris entre l'isthme mer Noire, la mer Baltique et la mer d'Okhotsk. La Fédération de Russie serait une « Petite Eurasie ». La « Grande Eurasie » correspond au continent entouré par les océans Indien, Pacifique, Arctique et qui finit sur l'isthme susmentionné. On en souligne la continentalité. Or, la mondialisation, c'est-à-dire l'accroissement quantitatif et qualitatif des échanges internationaux et transnationaux de biens, services, capitaux, informations, est avant tout une maritimisation, le gros des transports de fret s'effectuant par navires - les transports de voyageurs sont davantage par avions. La maritimisation rend cruciaux les détroits et canaux internationaux, cependant qu'elle offre une prime à la puissance navale, en l'occurrence les États-Unis. Pour contourner le pouvoir maritime américain, d'Ormuz à Malacca, existent les liaisons intercontinentales terrestres. Celles-ci sont en plein développement, de l'Europe à la Chine, en passant par la Russie ou la Turquie. Les hydrocarbures du Kazakhstan arrivent à Shanghai par des tubes de 6 000 km. L'ancienne

géopolitique, de Mackinder à Haushofer, soulignait l'antagonisme de la puissance maritime et de la puissance continentale, la rivalité du train et du bateau. Cette rivalité des transports terrestres et maritimes se déploie de nos jours, même si elle se trouve relativisée par la triple dimension aérienne, aérospatiale et cybernétique. Navires et câbles sous-marins *versus* routes, rails, oléoducs et gazoducs, câbles terrestres, lignes électriques : la mer l'emporte, mais la terre monte.

EMMANUEL LINCOT : L'attentat commis à Kazan en juillet 2012 contre le mufti du Tatarstan a révélé la violence de l'islamisme dans l'espace russe. Dans les priorités stratégiques arrêtées par le Kremlin, l'islamisme est-il considéré comme un danger plus grand que l'OTAN ?

DAVID CUMIN : L'islamisme sunnite est le plus grand péril, parce que, venu du Golfe ou d'Afghanistan, il peut remonter vers le Caucase et l'Idel-Oural ou vers l'Asie centrale, pour disloquer la Fédération de Russie en brisant la symbiose turco-slave et la coexistence orthodoxe-sunnite. Ce péril est accru s'il est manipulé par les États-Unis, comme pendant la dernière phase de la Guerre froide (1979-1989). À cet égard, la mémoire russe est brûlante. Pour se prémunir du sunnisme radical, la Russie compte sur le « bouclier chiite » constitué par l'Iran, le nouvel Irak, la Syrie alaouite et le *Hezbollah* libanais. La guerre civile internationalisée de Syrie se trouvait, et se trouve encore, au centre de la problématique. La coalition russo-chiite et kurde, favorable au régime baasiste, a fait face à la coalition turco-sunnite favorable aux mouvements insurgés. L'irruption de *Daech* a obligé les Occidentaux, anti-Assad, à modifier leur position. La Turquie et la Russie se sont rapprochées depuis 2016 : Poutine et Erdogan, chefs politiques, partagent un prisme antilibéral et antioccidental d'apparence « eurasiste ». La flotte russe basée à Sébastopol doit emprunter les détroits turcs. Pour autant, les intérêts et ambitions d'Ankara d'une part, de Moscou d'autre part, demeurent opposés, dans la profondeur et la longue durée, comme le montrent les clivages sur l'Ukraine, la Syrie, l'Arménie, l'Asie centrale ; de plus, le territoire turc sert d'alternative au territoire russe pour exporter les hydrocarbures de

la Caspienne, ce qui réduit le pouvoir russe de désenclavement de l’Azerbaïdjan ou du Kazakhstan. L’islamisme sunnite est le plus grand péril. Mais l’OTAN est la plus grande puissance. La Turquie d’Erdogan se situe au nœud gordien. Pivot entre Europe, Proche-Orient, Russie et Afrique du Nord, le pays jouit d’une véritable rente géostratégique. Toujours laïc constitutionnellement, il est membre de l’OTAN (depuis 1952), alors même qu’il connaît une sensible « désoccidentalisation », une évolution « néo-ottomane » et une montée du sunnisme politique. On comprend qu’il soit en bonne place des préoccupations du Kremlin.

EMMANUEL LINCOT : Mongolie, Xinjiang, Tibet sont des zones tampons entre des espaces que contrôlent la Russie et la Chine. Ne pourraient-elles faire un jour l’objet de frictions entre Moscou et Pékin ?

DAVID CUMIN : La Mandchourie, la Mongolie-Intérieure, le Xinjiang et le Tibet faisaient partie de « l’écharpe septentrionale » de l’ancien Empire chinois. Une part a été ravie par l’Empire russe et par l’URSS, mêlant desseins eurasistes (le pantouranisme) et révolutionnaires (le communisme). Une part a été disputée par le Japon ou par les Indes britanniques. Le gros est resté chinois. L’URSS et la RPC se sont entendues dans leur traité d’alliance de février 1950. Mao a rallumé le différend territorial en 1969, à l’occasion des divergences doctrinales avec Brejnev et de la rivalité sino-soviétique dans le communisme mondial. Les incidents frontaliers armés sur l’Amour et l’Oussouri n’ont pas été loin, l’URSS surclassait la RPC.

Après la dissolution de l’URSS, les frontières entre la RPC d’une part, les quatre États postsoviétiques d’autre part (Russie, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan), ont dû être confirmés par accords bilatéraux, même si jouait l’*uti possidetis juris*. Depuis 1989, Moscou s’était réconcilié avec Pékin. Durant les années 1990, suivre l’Occident n’a jamais impliqué de rompre avec la RPC. Avec le recul du temps, on s’aperçoit que la coopération eurasiatique a débuté, avec le « Groupe de Shanghai », pour régler la question des 8 000

km de frontières entre la RPC et ses voisins ex-soviétiques. Chose faite *via* des traités signés par chacun des États concernés entre 1996 et 2001. Parallèlement, la RPC et ses voisins devenus ses partenaires (formule « 1+4 »), ont conclu des traités sur la confiance militaire puis la réduction des forces militaires dans leurs zones frontalières. En avril 1996, la prise du pouvoir à Kaboul par les talibans et l'apparition du MIO ont élargi les horizons du Groupe de Shanghai, devenu Organisation de coopération de Shanghai : pour l'essentiel, l'assistance militaire sino-russe aux Républiques d'Asie centrale, notamment les trois Républiques (Turkménistan, Ouzbékistan, Tadjikistan) ayant une frontière commune avec l'Afghanistan. L'accent a été mis sur la lutte contre « l'extrémisme religieux », le « séparatisme ethnique » et le « terrorisme ». À ces préoccupations régionales s'ajouta, en 1999, le contexte mondial marqué par l'opposition entre Moscou et Pékin d'un côté, Washington et ses alliés de l'autre, lors du conflit du Kosovo. L'intervention de puissances de l'OTAN, au nom d'un « droit d'ingérence humanitaire », concrètement aux côtés d'un mouvement sécessionniste contre l'État yougoslave, sans l'autorisation préalable du CSNU, a inquiété la Russie, aux prises avec l'indépendantisme tchéchène, et la RPC, confrontée à la menace de l'indépendantisme ouïgour. Face à l'interventionnisme occidental motivé par les droits de l'homme, les puissances eurasiatiques ont réaffirmé les « cinq principes », tout en appelant à la « multipolarité » contre « l'unipolarité » et à la primauté du CSNU contre l'unilatéralisme de l'OTAN. On a retrouvé cette opposition en 2003, 2011 et 2012, lors des affaires irakienne, libyenne et syrienne, dont l'enjeu final portait sur des changements de régime *manu militari*.

En avril 2001, l'OCS - dont le siège est à Pékin - a marqué l'institutionnalisation de la coopération entre les Cinq, rejoints par l'Ouzbékistan. L'OCS marque aussi la tentative sino-russe d'établir un condominium afin de marginaliser la Turquie, l'Arabie Saoudite, les États-Unis ou la RFA, « puissances étrangères » à l'Asie centrale. Mais après les attentats du 11 septembre, une nouvelle guerre d'Afghanistan et le renversement des talibans, les forces américaines s'implantent dans la région, parallèlement à l'entente russo-sino-américaine sur la lutte contre le terrorisme islamique et les talibans. Moscou

et Pékin ne veulent pas laisser à Washington le monopole de cette lutte. Aux fins d'offrir une protection aux États d'Asie centrale, ils consolident l'OCS et accroissent ses fonctions, notamment stratégiques, hydriques et énergétiques. D'autant que la crise irakienne de l'automne-hiver 2002-2003 voit le retour du dissensus au sein du CSNU, ainsi que l'opposition entre puissances atlantiques et puissances eurasiatiques (comme lors de l'affaire du Kosovo, mais cette fois la France et l'Allemagne se trouvent du côté de Moscou). Survenues après le renversement du régime baasiste en Irak, les « révolutions colorées » de 2003 à 2005, en Géorgie, Ukraine, Kirghizistan, aggravent l'opposition. Idem, les « printemps arabes » de 2011, qui voient l'islamisme politique profiter de l'ouverture démocratique. « Révolutions colorées » et « printemps arabes » perturbent les milieux dirigeants centrasiatiques, largement issus de la *nomenklatura* soviétique locale. Ils sont présentés par les Russes et les Chinois comme des mouvements subversifs pilotés par les Américains et leurs alliés. Ils amènent les gouvernements en place à se rapprocher de la Russie et de la RPC, aussi bien au plan bilatéral que multilatéral, sous le couvert de la lutte contre les « trois forces » : le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Le libéralisme à l'occidentale (déjà discrédité) est accusé de faire le jeu de l'islamisme - s'engouffrant dans la brèche créée par la critique des régimes autoritaires au nom des droits de l'homme. Le renforcement de la coopération militaire, policière et judiciaire a achevé de donner à l'OCS le caractère d'un « club » rassemblant des États autoritaires, désireux de contrer l'islamisme, mais aussi d'étouffer le libéralisme et de barrer l'Occident.

Il y a donc une solidarité politique et une coopération stratégique des puissances eurasiatiques, étayées par des intérêts énergétiques communs, attestées par des standards juridiques communs. Il n'y a toutefois pas d'alliance militaire à proprement parler, même si a été créé, en 2011, un « Partenariat stratégique global ». La Russie comme la RPC ont refusé d'associer les structures de l'OCS (eurasiatique) et celles de la CEI, de l'OTSC ou de l'UEEA (eurasiennes). Ainsi les deux puissances s'accommodent-elles

d'un condominium en Asie centrale ex-soviétique : soit une poussée chinoise et un recul russe... ■

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ABM : *Anti-Ballistic Missile*

ADM : armes de destruction massive

CAC : Convention sur les armes chimiques

CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle

CEI : Communauté des États indépendants

CPEA : Conseil du partenariat euroatlantique

COR : Conseil OTAN-Russie

CSNU : Conseil de Sécurité des Nations Unies

EEA : espace extra-atmosphérique

FCE : Forces conventionnelles en Europe

FMI : Fonds monétaire international

FNI : Forces nucléaires intermédiaires

GATT : *General Agreement on Trade and Tariffs*

MIO : Mouvement islamique d'Ouzbékistan

NBC : nucléaire, biologique, chimique

NEP : Nouvelle politique économique

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OMC : Organisation mondiale du commerce

OPDV : Organisation du pacte de Varsovie

OSCE : Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique-Nord

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

PC : Parti communiste

PCC : Parti communiste chinois

PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique

PECO : pays d'Europe centrale et orientale

PPP : Partenariat pour la paix

RDA : République démocratique allemande

RFA : République fédérale d'Allemagne

RPC : République populaire de Chine

RSFSR : République socialiste fédérative soviétique de Russie

RSS : République socialiste soviétique

RSSA : République socialiste soviétique autonome

START : *Strategic Arms Reduction Treaty*

TNP : Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

UE : Union européenne

UEEA : Union économique eurasienne

URS : Union des Républiques souveraines

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

ASIA FOCUS #144

L'EURASIE EN QUESTION

Entretien avec DAVID CUMIN / Docteur en Droit public, maître de conférences (HDR) à l'Université Jean Moulin Lyon 3, responsable pédagogique de la Licence Droit-Science politique et du Master Relations internationales à la Faculté de Droit, directeur du Centre lyonnais d'études de sécurité internationale et de défense (CLESID). Il est l'auteur de *Histoire de la guerre* (Paris, Ellipses, 2014, 2e éd. aug., 2020), *Le terrorisme. Histoire, Science politique, Droit, 20 points clés* (Paris, Ellipses, 2018), *Stratégies militaires contemporaines* (Paris, Ellipses, 2020), *Géopolitique de l'Eurasie, avant et depuis 1991* (Paris, L'Harmattan, 2020). Il a dirigé l'ouvrage collectif : *Centenaire de la (deuxième) Révolution russe. Perceptions et représentations contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 2019.

Réalisé par Emmanuel LINCOT / Chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue.

JUILLET 2020

ASIA FOCUS

Collection sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille, et Emmanuel LINCOT, chercheur associé à l'IRIS et professeur à l'Institut Catholique de Paris – UR « Religion, culture et société » (EA 7403) et sinologue.

courmont@iris-france.org — emmanuel.lincot@gmail.com

PROGRAMME ASIE

Sous la direction de Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférence à l'Université catholique de Lille

courmont@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org